

Comment Infantino... n'a pas changé la FIFA

À quatre jours de sa première Coupe du Monde et à deux de la désignation du pays hôte de l'édition de 2026, l'ex-bras droit de Michel Platini a déjà la tête à juin 2019 et à sa survie

L'Italo-Suisse s'est installé en février 2016 dans le fauteuil présidentiel de la FIFA, alors en pleine tourmente. Sepp Blatter, en poste depuis 1998, avait été contraint à la démission quelques mois plus tôt à la suite d'un vaste scandale de corruption. Le nouveau numéro 1 de la Fédération a vite découvert que son prédécesseur n'avait pas que laissé une mauvaise image presque invendable de l'institution : il lui a légué aussi un système, véritable nœud avec lequel Infantino risque de s'étrangler s'il tente de le démanteler.

Le 29 mai 2015, il y a eu le feu au Lac de Zurich. Mandatée par le Ministère public de la Confédération helvétique (MPC) et le FBI, la police suisse a cueilli au saut du lit une trentaine de gros poissons de la Fédération internationale de football (FIFA) dans leur chambre de l'Hôtel Baur. C'était la veille des élections : Sepp Blatter, dans le fauteuil présidentiel depuis 1998, serait réélu pour un cinquième mandat (de quatre ans) le lendemain, comme si de rien n'était. Si ce n'est que cette fois, devant le pire scandale de corruption de toute l'existence de la FIFA, la pression avait été telle que le « Colonel » avait déposé armes et arrogance trois jours plus tard tout en gardant quelques balles pour solder quelques comptes en suspens. Avec cette agitation des eaux stagnantes, c'était toute la « vieille FIFA » qui avait été avalée. Et Michel Platini, le numéro 1 de l'UEFA et candidat « naturel » à la succession du Valaisan quasiment octogénaire, qui était venu lui dire ses quatre vérités dans le blanc des yeux, a bu aussi cette vase jusqu'à la lie à cause d'un virement de 1,8 million d'euros libéré par ce même Blatter. Un mouvement financier qu'aucun contrat écrit ne justifiait et qui vaut à Platini d'être suspendu de toute fonction dans le football jusqu'en octobre 2019.

HAVELANGE-BLATTER : 41 ANS DE PETITS ARRANGEMENTS

Ce déluge avait été vécu comme une punition divine. Un grand mal pour remettre l'église au milieu du village, le ballon au centre du jeu. Gianni Infantino, valaisan lui aussi, a justement repris le ballon au bond près de neuf mois plus tard, en février 2016, bénéficiant de l'aura de son ex-patron devenu inéligible (il avait été le secrétaire-général de Platini à l'UEFA à partir de 2009) pour déjouer les pronostics et devancer le Sheikh Salman Bin Ibrahim Al-Khalifa (Bahreïn) aux élections de la FIFA.

Plus de deux ans plus tard, il ne reste plus grand-chose de cette « vieille FIFA ». Un nouveau président — un événement en soi car il s'agit seulement du neuvième en 114 ans! —, un nouveau secrétaire général (la Sénégalaise Fatma Samoura) et trois nouveaux vice-présidents (sur six). Exit aussi le sénile et soumis Comité exécutif remplacé par le Conseil de la FIFA. Gianni Infantino, spécialisé en droit du sport, avait érigé la transparence en argument de campagne. Une gageure, ou une nécessité, tant l'institution trempait dans un mode de fonctionnement résolument opaque et d'arrangements incestueux depuis près d'un demi-siècle, depuis la prise de fonction de Joao Havelange, resté 24 ans au pouvoir, avec dans son ombre, déjà, Sepp Blatter.

« INFANTINO A SABORDÉ SA PROPRE RÉFORME »

À quelques jours d'une Coupe du Monde qu'Infantino annonce « comme la plus belle » — il a vite appris —, et mis à part la promesse d'une gigantisation du format (des 32 finalistes actuels à 48) pour 2026 (2022 mettrait dans l'embarras le Qatar, « court » en stades et en froid avec ses voisins) — il fallait bien aller chasser des voix sur le terrain du Sheikh, l'Asie et l'Afrique —, le juriste suisse a-t-il rendu la FIFA plus fréquentable ?

Deux ans et 8 mois ne pèsent évidemment pas bien lourd face aux 41 années cumulées du duo Havelange-Blatter, mais Domenico Scala, précisément nommé président de la Commission d'audit et de conformité (un organe indépendant composé notamment de magistrats), n'en a pas fait une question de temps, mais bien de volonté. Une détermination qu'il n'a pas ressentie chez son compatriote puisqu'il lui a remis sa démission, à la mi-mai 2016, un mois et demi à peine après son entrée en fonction ! Le motif ? A l'occasion du 66^e congrès de la FIFA à Mexico, le nouveau président avait fait adopter un amendement transférant au gouvernement de la FIFA le pouvoir de nommer ou de démettre les présidents de ladite commission ! « *Ce qui prive ces organes de leur indépendance* » et « *détruit l'un des acquis essentiels de la réforme* », avait dénoncé Domenico Scala soulignant la possibilité pour le conseil de la FIFA « *d'entraver des enquêtes contre des membres à tout moment, en démettant de leurs fonctions les membres des commissions ou en s'assurant de leur approbation à travers la menace de les renvoyer.* »

La secrétaire générale de la FIFA avait regretté la réaction de Scala, arguant que « *il avait mal interprété le sens de l'amendement.* »

Pile un an plus tard cependant, la Sénégalaise n'aurait plus de mots pour justifier le non-renouvellement des mandats des deux patrons de la commission d'éthique de la FIFA, l'Allemand Hans-Joachim Eckert et le Suisse Cornel Borbély, alors que des centaines de cas de corruption étaient en instruction ! Sans que la rumeur fût confirmée, il se murmurait que, à l'époque, une seconde enquête — au bout de la première, il avait été blanchi — allait être ouverte à charge de... Infantino. Limogé également selon lui pour avoir voulu évincer des candidats soutenus par la direction, l'ex-homme politique

portugais Maduro avait conclu que « *la survie des personnes au pouvoir dépend des gens qu'ils devraient limoger pour réussir une vraie réforme !* »

LE SUISSE EST DÉJÀ EN CAMPAGNE ÉLECTORALE

Même s'il s'était octroyé 2,5 millions d'euros de salaire par an — son successeur en a accepté, finalement, la moitié, mais assorti d'un bonus non divulgué —, Sepp Blatter alimentait son « système » surtout pour assouvir sa soif du pouvoir. Il n'avait qu'une obsession : se faire élire, encore et encore. Avec une augmentation spectaculaire des recettes générées par la Coupe du Monde — de 850 millions d'euros en 2002 à 4,8 milliards en 2014 — et une ouverture au monde (Corée-Japon, Afrique du Sud), Blatter savait « parler » à ses 211 électeurs (fédérations). Infantino paraît mû aussi par ce ressort électoral. On a déjà fait allusion à sa « Coupe du Monde à 48 » pour distribuer plus de tickets à tous sauf aux Européens, mais c'est encore plus son projet de Coupe du Monde des Clubs (24 équipes, tous les quatre ans à partir de 2021) et de Ligue mondiale des nations (avec les vainqueurs de chaque Ligue des nations continentales) qui démontre qu'il est

déjà entré en campagne pour le prochain congrès électif de juin 2019 à Paris. Pour présenter son idée, Gianni Infantino a déposé un argument sonnante et rébuchant sur la table du dernier congrès FIFA à Bogota : un groupe d'investisseurs serait prêt à injecter 21,5 milliards d'euros dans ces deux compétitions. Détail non insignifiant, tu par Infantino, mais publié par le « Financial Times » : il s'agit d'un consortium mené par une banque japonaise (Softbank) derrière lequel se cache le fonds souverain d'Arabie Saoudite. Ennemi régional du Qatar, organisateur, pour rappel, de la Coupe du Monde 2022. Ou quand la politique « sportive » rejoint la géopolitique. Or, ces deux projets ne rallient pas l'unanimité dans le monde du football — l'UEFA et les Ligues européennes — puisqu'ils congestionneraient un calendrier plus que noirci. Alors pourquoi diable Infantino, qui avait promis de ne « pas profiter du football, mais de le servir », s'est-il engagé dans cette suren-

chère de compétitions ?

« *Le football n'est pas à vendre. L'argent n'est pas son maître* », lui a répliqué Aleksander Ceferin, le président de l'UEFA. La réponse

réside effectivement dans l'avertissement de l'avocat slovène : l'argent. Les réserves de la FIFA ont fondu de 471 millions d'euros en deux ans, soit plus de deux tiers du total de l'enveloppe pour permettre à Infantino de tenir sa promesse de 2016 de quadrupler les recettes de ses fédérations et de payer tous les jours aussi grasement

250.000

€ par an environ —

les 37 membres du Conseil. On y revient : Blatter avait besoin d'argent — et le bougre a su le faire fleurir — pour rester au pouvoir ; Infantino découvre à son tour cette équation imparable. On ne semble donc pas encore sorti de l'Hôtel Baur. Pardon, de l'auberge. ●

DEUX PAGES DE ROCCO MINELLI

La localisation de l'édition 2026 sera annoncée ce mercredi

Le « bloc américain » favori face au Maroc

Les dessous des désignations de la Russie et du Qatar pour héberger les deux prochaines Coupes du Monde ont provoqué beaucoup de vagues et entraîné la promesse que « dorénavant ce procédé se déroulerait à la lumière du jour ». Ce mercredi, lors de son congrès à Moscou, la FIFA annoncera donc, dans ce contexte délicat, la localisation de l'édition de 2026. Gianni Infantino a insisté sur la

prépondérance du rapport technique réalisé en amont de ce vote. « Pour que le comité se prononce sur base de faits. »

Si c'est bien le cas, il n'y aura pas match. Le « bloc nord-américain » — candidature conjointe des Etats-Unis, du Mexique et du Canada — a ainsi reçu une note de 4/5 des experts tandis que le Maroc s'est vu attribuer une cote de 2,7/5. L'appréciation chiffrée a été

établie sur base de vingt critères, dont bien entendu les infrastructures (tout est à construire au Maroc) et le... « business ». Le seul point favorable pour le pays maghrébin est le soutien inconditionnel du gouvernement. Une source proche du dossier a toutefois souligné que les « récents tweets de Donald Trump appelant à voter pour le bloc nord-américain assortis de menaces à peine voilées

pourraient desservir cette candidature. »

Un projet, quoiqu'il s'en défende, soutenu par Gianni Infantino. La raison ? Toujours la même : l'argent et donc une position de force pour les élections de 2019. Les rapports ont estimé les recettes à 11 milliards d'euros pour le projet multiple tandis qu'une Coupe du Monde au Maroc n'en garantirait que la moitié. ●

L'ex-N.1 de l'UEFA ne renonce pas à la présidence de la FIFA

Blanchi par la justice suisse, Platini repart à l'attaque

Tandis que Joseph Blatter (82 ans) a couché « Mes (ses) vérités » dans un livre, l'avocat de Michel Platini agite au vent un communiqué du Ministère public de la confédération helvétique (MPC) qui rétablit « la » vérité. La lecture de Blatter, suspendu 6 ans en appel en décembre 2015, c'est qu'il a été « victime d'un complot » et qu'il n'était absolument « au courant de rien de tout ce qui se passait en dessous des tables de la FIFA. » L'« Enfant gâté », c'est avec cette

expression que l'ex-président de la FIFA (1998-2015) désigne Michel Platini qui un temps l'admirait, affirme que Blatter a voulu avoir sa peau avec ce « paiement déloyal » de 1,8 million d'euros effectué en 2011. « Pour un rôle de conseiller entre 1999 et 2002 », détaille l'ancien numéro 1 de l'UEFA (2007-2015). « Un accord de collaboration passé d'homme à homme. » Sûr de lui comme à ses plus belles heures, l'ex-meneur de jeu des Bleus n'est pas surpris du

courrier du procureur confédéral (25 mai 2018). « Il confirme simplement ce que j'ai toujours avancé : cette histoire est une machination pour m'empêcher de devenir président de la FIFA. »

« DÉMONTER CES TRIBUNAUX DE PACOTILLE »

Grand favori à l'automne 2015 avant sa suspension de 8 ans par la Commission d'éthique de la FIFA, ramenée ensuite à 4 ans

par le Tribunal arbitral du sport (TAS) de toutes activités liées au monde du football, Platini n'a pas perdu cette ambition-là. Même si, à l'heure actuelle, il arriverait 4 mois « trop court » pour les élections de juin 2019. Débouté par le Tribunal fédéral de Lausanne, Platini a, au début de cette année, recouru à la Cour européenne des droits de l'homme pour dénoncer la Suisse et son hospitalité en fa-

veur de « *tribunaux de pacotilles* », « *juges et parties* » (pour les Commissions de la FIFA) et « *fiancé en grande partie cette même instance* » (pour le TAS) et démanteler ces mêmes instances de justice sportives. Il est cependant fort peu probable que Strasbourg se prononce dans les temps pour autoriser

Platini à introduire sa candidature à la succession d'Infantino.

Et de toute façon, la FIFA a souligné qu'il avait été « *suspendu pour avoir contrevenu à son code éthique, pas pour avoir été inquiété* (le dossier est cependant toujours ouvert avec le rôle de témoin pour Platini) *par le MPC.* » Un beau dialogue de sourds que Platini n'entend pas de

cette oreille.

« *Je suis une victime. J'ai été suspendu avant même d'être jugé au déni de la présomption d'innocence* », a déclaré le Français à

LENA le 2 juin dernier, plus vindicatif que jamais. « *Je voudrais vous y voir: on a dit que j'étais corrompu, que j'avais falsifié les comptes, que j'étais professionnellement mort. Ces gens-là me le paieront!* » Ces trois années de retrait forcé ne l'ont pas aigri pour autant. « *J'ai retrouvé mes 16 ans! J'ai pu me recentrer sur les gens, prendre le temps de vivre avec des personnes normales dans le monde normal après 50 ans à courir derrière un ballon et le temps. Je n'ai pas perdu de ma pugnacité. J'ai toujours la peau aussi dure. Vous savez si j'avais fait une connerie, je ne serais pas là à parler: j'aurais tiré ma révérence.* » ●

Fuite des sponsors : « La FIFA doit changer de nom »

Sepp Blatter a amené beaucoup de cash à la FIFA — une association à but non lucratif, rappelons-le —, mais il a fini par lui enlever beaucoup de crédit. D'une Coupe du Monde à l'autre, le service commercial de la FIFA a du mal à boucher ses cases sponsoring. Gianni Infantino n'y peut forcément rien, mais c'est une réalité avec laquelle il doit composer et la mainmise grandissante de l'Asie sur le football en est une conséquence directe — sans évo-

quer le soutien de l'Arabie Saoudite à la Coupe du Monde des clubs. Ainsi, depuis 2011, plus aucun sponsor occidental n'a associé son nom à l'organe suprême du football! Et les seuls nouveaux sponsors principaux — Gazprom, Qatar Airways et Wanda — avec lesquels la fédération internationale a conclu des accords proviennent des pays hôtes de la Coupe du Monde (Russie 2018 et Qatar 2022) et d'un troisième (la Chine) qui espère accueillir la manifestation

en 2030, au détriment de l'Uruguay et de l'Argentine également pressentis pour célébrer les 100 ans du premier « Campeonato Mundial de Football » (Montevideo, 1930). Pour la petite histoire, Wanda avait racheté la société Infront — au neveu de Blatter, Philippe — pour un milliard d'euros en 2015 et détient désormais les deux principales ressources financières des Coupes du Monde, les droits de diffusion et l'hébergement.

MARQUE TOXIQUE

En fait, la FIFA est devenue tout simplement une marque toxique, synonyme de corruption. A l'est du globe, on se pince volontiers le nez, mais pas en Europe ni aux Etats-Unis. « Si la FIFA veut à nouveau se rendre attractive, elle doit changer de nom. Ses quatre lettres fonctionnent comme un repoussant », a décrété un ancien de la maison, fondateur de son département marketing il y a 40 ans. ●